

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 août 2025

OGECE NOTRE DAME DE SION - STE MATHILDE D'EVRY

1, rue de Ratisbonne
91000 EVRY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

A l'Assemblée générale de l'OGEC NOTRE DAME DE SION - SAINTE MATHILDE D'EVRY

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association NOTRE DAME DE SION - SAINTE MATHILDE D'EVRY, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.
Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable exposées dans l'annexe des comptes annuels.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme mentionné dans la note des règles et méthodes comptables de l'annexe, le changement d'estimation comptable relatif au calcul de la provision pour indemnités de départ en retraite a donné lieu à une reprise de provision de 75 K€.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite dans les comptes annuels et l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir les comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 novembre 25.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 9 janvier 2025

AXIAL AUDIT
Commissaire aux comptes



Christine IPERTY
Associée

Bilan



2.1 Bilan Actif > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	47 913	- 37 037	10 876	13 976
Total des Immobilisations Incorporelles	47 913	- 37 037	10 876	13 976
Terrains				
Aménagements de terrains				
Constructions sur sol propre et leurs AAI				
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	21 763 754	- 17 973 620	3 790 134	4 432 006
Installations, mobilier et matériel d'activité	1 417 274	- 801 503	615 772	626 094
ACTIF IMMOBILISE Matériel de transport	46 753	- 36 210	10 543	17 222
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	3 404 174	- 3 204 153	200 022	171 994
Immobilisations en cours	191 034		191 034	2 160
Autres immobilisations	1 054 970	- 498 923	556 047	646 375
Total des Immobilisations Corporelles	27 877 959	- 22 514 409	5 363 551	5 895 852
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Prêts	35 357		35 357	25 078
Dépôts et cautionnements versés	35 000		35 000	35 000
Autres créances immobilisées				
Total des Immobilisations Financières	70 357		70 357	60 078
Comptes de liaison entre établissements				
Total des Comptes de Liaison				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 996 229	- 22 551 446	5 444 783	5 969 907
Stocks Divers				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances, acomptes versés	16		16	1 830
Familles ou élèves	18 617	- 4 433	14 184	21 225
ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE Personnel et charges sociales	21 593		21 593	60 305
Etat et autres collectivités publiques	2 000		2 000	19 700
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	4 070		4 070	4 070
Comptes transitoires ou attente				124 487
Débiteurs divers	5 360		5 360	4 812
Total des Créances et Comptes Rattachés	51 657	- 4 433	47 224	236 429
Placements				
Intérêts courus non échus				
Total des Placements				
Banques, établissements financiers et assimilés	2 963 201		2 963 201	2 652 555
Caisses	960		960	264
Régie d'avance et accreditifs				
Total des Disponibilités	2 964 161		2 964 161	2 652 819
Charges constatées d'avance	53 247		53 247	70 037
Total des Charges Constatées d'Avance	53 247		53 247	70 037
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	3 069 065	- 4 433	3 064 632	2 959 286
AUTRE Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL AUTRE				
TOTAL ACTIF	31 065 294	- 22 555 879	8 509 415	8 929 192

Bilan



2.2 Bilan Passif > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24
Première situation nette établie				
Fonds statutaires				
Subventions d'investissements non renouvelables				
Fonds de trésorerie apportés	820 402		820 402	820 402
Libéralités ayant le caractère d'apport				
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	820 402		820 402	820 402
Valeur des biens affectés				
Valeur des biens non affectés				
Libéralités				
Subventions d'investissements non renouvelables				
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise				
Ecarts de réévaluation				
Total des Ecarts De Réévaluation				
Réserves statutaires				
Réserves d'investissement				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves	492 994		492 994	92 994
Total des Réserves	492 994		492 994	92 994
Droit des Propriétaires (Commodat)				
Total des Droit des Propriétaires				
Dotations consommables				
Total des Dotations consommables				
Report à nouveau	3 990 681		3 990 681	3 934 105
Résultat de l'exercice	508 523		508 523	456 576
Total des Résultats et Report à Nouveau	4 499 204		4 499 204	4 390 681
Taxe d'apprentissage	1 326 460	- 1 311 442	15 017	21 312
Autres subventions	4 889 340	- 4 544 046	345 295	414 241
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	6 215 800	- 5 855 488	360 312	435 553
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	12 028 401	- 5 855 488	6 172 912	5 739 630
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement				
Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
Fonds dédiés sur legs et donations affectés				
Total des Fonds Dédiés				
Provisions réglementées				
Total des Provisions réglementées				
Provisions pour risques	93 909		93 909	170 073
Provisions pour charges	216 721		216 721	287 707
Total des Provisions	310 630		310 630	457 780
Comptes de liaison entre établissements				
Total des Comptes de Liaison				
Capital emprunté	1 249 331		1 249 331	1 840 119
Intérêts				168
Concours bancaires courants				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	1 249 331		1 249 331	1 840 287
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Fournisseurs et comptes rattachés	158 744		158 744	212 622
Familles ou élèves : avances reçues	413 514		413 514	414 867
Dettes relatives au personnel	119 290		119 290	197 730
Etat et autres collectivités publiques	59 266		59 266	44 969
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés				
Autres dettes	2 649		2 649	9 932
Total des Autres Dettes	753 463		753 463	880 120
Produits constatés d'avance	23 079		23 079	11 375
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement	23 079		23 079	11 375
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	2 336 503		2 336 503	3 189 562
TOTAL PASSIF	14 364 903	- 5 855 488	8 509 415	8 929 192

FONDS PROPRES ET ASSIMILES

DETTES ET ASSIMILEES

Résultat



1.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

(en euros)	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24	Variation n/n-1	
Ressources privées	4 440 751	4 269 883	170 868	4%
Concours Publics	1 795 888	1 785 505	10 383	0.6%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	8 487	11 321	- 2 834	- 25%
Produits des Activités Annexes	51 090	57 804	- 6 714	- 11.6%
Cessions ou Vente de Produits	10 920	15 185	- 4 264	- 28.1%
Productions Immobilisées				
Autres Produits Divers	8 432	10 559	- 2 127	- 20.1%
Reprises Amortissements et Provisions	168 962	9 531	159 431	
Transferts de Charges				
Produits d'Exploitation	6 484 530	6 159 788	324 742	5.3%
Coûts de Personnel	3 096 477	2 928 201	168 276	5.7%
Consommations	1 236 902	1 207 241	29 662	2.5%
Services Extérieurs	416 712	345 746	70 967	20.5%
Autres Services Extérieurs	340 739	287 191	53 548	18.6%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	90 522	84 272	6 249	7.4%
Autres Charges de Gestion Courante	5 601	15	5 587	
Dotations aux Amort. et Provisions	916 288	1 017 659	- 101 372	- 10%
Charges d'Exploitation	6 103 241	5 870 324	232 917	4%
Résultat d'exploitation	381 289	289 464	91 825	31.7%
Produits Financiers	79 874	65 810	14 063	21.4%
Reprises Amortissements et Provisions				
Produits Financiers	79 874	65 810	14 063	21.4%
Dotations aux Amort. et Provisions				
Charges Financières	16 165	20 928	- 4 763	- 22.8%
Charges Financières	16 165	20 928	- 4 763	- 22.8%
Résultat Financier	63 709	44 882	18 827	41.9%
Produits Exceptionnels	88 323	146 576	- 58 253	- 39.7%
Produits Exceptionnels	88 323	146 576	- 58 253	- 39.7%
Charges Exceptionnelles	627	7 996	- 7 369	- 92.2%
Charges Exceptionnelles	627	7 996	- 7 369	- 92.2%
Résultat exceptionnel	87 696	138 580	- 50 884	- 36.7%
Autres Gestions	24 171	16 350	7 821	47.8%
Autres Gestions	24 171	16 350	7 821	47.8%
Autres Gestions	- 24 171	- 16 350	- 7 821	47.8%
RESULTAT DE L'EXERCICE	508 523	456 576	51 947	11.4%

(en euros)	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Variation n/n-1	
Bénévolat					
Prestations en nature des droits de propriétaires	- 531 574	- 551 638	- 514 482	20 064	- 3.6%
Dons en nature					
Total des produits	- 531 574	- 551 638	- 514 482	20 064	- 3.6%
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens	531 574	551 638	514 482	- 20 064	- 3.6%
Personnel bénévole					
Total des charges	531 574	551 638	514 482	- 20 064	- 3.6%

Annexes



3.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

1. Présentation de l'Entité

Présentation de l'entité : « l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'entité : Collège et Lycée Notre Dame de Sion est un établissement exerçant sous tutelle Congréganiste et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Collège
- Lycée général
- Lycée technologique
- Restauration gestion interne

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2025 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

L'Ogec n'a pas appliqué par anticipation les dispositions de modernisation des états financiers prévues par le règlement ANC 2022-06, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

L'OGEC a modifié sa méthode de calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Le détail des impacts est repris dans la partie 5.3 de la présente annexe - autres informations significatives

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus de capitaux mobiliers

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 88k€. Les postes principaux sont :

- 69k€ d'amortissements des subventions d'investissements
- 6,3k€ d'amortissements de la taxe d'apprentissage affectée aux investissements
- 6k€ de revalorisation forfait externat 23-24
- 6,7k€ produits exercices antérieurs (solde des comptes fournisseurs non justifiés)

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 0,6k€. Les postes suivants sont significatifs :

- Soldes comptes familles élèves sortis : 0,5 k€
- Régularisations des comptes sociaux antérieurs : 0,1 k€

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (à l'exclusion de la provision IDR, voir note 2.2), indépendance des exercices.

4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles		46 514	1 399			47 913
Total Immobilisations Incorporelles		46 514	1 399			47 913
Terrains						
Aménagement de terrains						
Constructions :						
- Sur sol propre et leurs AAI						
- Sur sol d'autrui et leurs AAI		21 762 806	948			21 763 754
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations tech., matériels et outillages		1 377 179	40 516	420		1 417 274
- Matériel de transport		46 753				46 753
- Mobilier, matériel de bureau info		3 296 524	109 564	1 913		3 404 174
Immobilisations corporelles en-cours		2 160	188 874			191 034
Immobilisations grevées de droit						
Autres immobilisations		1 036 632	18 338			1 054 970
Total Immobilisations Corporelles		27 522 053	358 240	2 333		27 877 959

Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2025 s'élève à 191 k €

- Nous identifions notamment les projets en cours :
- Tourniquet pour 118.8 k€
 - Rénovation du gymnase pour 29.5 k€
 - Refonte système informatique pour 5.8k€

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	32 537	4 499			37 037
	Total Immobilisations Incorporelles	32 537	4 499			37 037
	Terrains					
	Aménagement de terrains					
	Constructions :					
	- Sur sol propre et leurs AAI					
	- Sur sol d'autrui et leurs AAI	17 330 799	642 821			17 973 620
	Autres immobilisations corporelles :					
	- Installations tech., matériels et outillages	751 085	50 838	420		801 503
	- Matériel de transport	29 531	6 679			36 210
	- Mobilier, matériel de bureau info	3 124 530	81 537	1 913		3 204 153
	Immobilisations corporelles en-cours					
	Immobilisations grevées de droit					
	Autres immobilisations	390 256	108 667			498 923
	Total Immobilisations Corporelles	21 626 201	890 541	2 333		22 514 409

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts	25 078	10 982	703		35 357
	Dépôts et cautionnements	35 000				35 000
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières	60 078	10 982	703		70 357

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts					
	Dépôts et cautionnements					
	Autres créances immobilisées					
	Total Immobilisations Financières					

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
	Participations			
	Créances rattachées à des participations			
	Titres immobilisés			
	Prêts	35 357		35 357
	Dépôts et cautionnements	35 000		35 000
	Autres créances immobilisées			
	Total Immobilisations Financières	70 357		70 357

4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		4 999		565	4 433
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		4 999		565	4 433

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHEANCES DES CREANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		16	16	
Familles ou élèves		18 617	18 617	
Personnel et charges sociales		21 593	21 593	
Etat et autres collectivités publiques		2 000	2 000	
Confédération , fédérations , associations et apparentés		4 070	4 070	
Comptes transitoires ou attente				
Débiteurs divers		12 669	12 669	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		53 247	53 247	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		112 213	112 213	

4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
	Sicav et Fcp				
	Bons de caisse et Dépôts à terme				
	Obligations				
	Autres valeurs mobilières	2 300 000	2 300 000		
	Immobilisations financières cotées				
	Total des Placements Financiers	2 300 000	2 300 000		

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en réserve pour travaux (400 000€) et reporte à nouveau créditeur (56 576€), conformément à la délibération de l'assemblée

4.8 Taxe d'Apprentissage

La taxe d'apprentissage affectée à l'investissement est amortie par le compte de résultat en fonction de la durée de vie économique des biens par le compte de résultat par le compte 777.

4.9 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré						
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés		820 402				820 402
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		820 402				820 402
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecarts de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement						
Réserve de trésorerie						
Autres réserves		92 994			400 000	492 994
Total des Réserves		92 994			400 000	492 994
Report à nouveau		3 934 105			56 576	3 990 681
Résultat de l'exercice		456 576	508 523		- 456 576	508 523
Tot des résultats et reports à nouveaux		4 390 681	508 523		- 400 000	4 499 204
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip		1 326 460				1 326 460
Autres Subventions		4 889 340				4 889 340
Amort. T.A. affectée à l'équipement		- 1 305 148		- 6 295		- 1 311 442
Amortissement autres subventions		- 4 475 099		- 68 947		- 4 544 046
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		435 553		- 75 241		360 312
TOTAL GENERAL		5 739 630	508 523	- 75 241		6 172 912

4.10 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. En application de la Convention Collective "EPNL IDCC 3218" version en vigueur du 11 avril 2022, elle s'élève au 31/08/2025 à 217 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi		170 073		76 164	93 909
Provisions pour pensions et obligations similaires		287 707	21 247	92 233	216 721
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges					
		457 780	21 247	168 397	310 630

4.11 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	28/07/2014	1,16% ()	28/04/2030	19 786	3 000 000	223 519	1 078 053	226 126	851 927	
	30/06/2017	0,55% ()	30/03/2025	3 173	252 266	22 172				
	06/04/2018	0,91% ()	01/12/2028	4 341	450 000	50 290	170 976	50 749	120 227	
	22/05/2020	0,42% ()	22/08/2021	26 866	1 200 000	294 955				
Total				54 166	4 902 266	590 938	1 249 030	276 876	972 154	

4.12 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHEANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		1 249 331	276 876	972 454
Intérêts				
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		1 249 331	276 876	972 454
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Fournisseurs et comptes rattachés		158 744	158 744	
Familles ou élèves : avances reçues		413 514	413 514	
Dettes relatives au personnel		119 290	119 290	
Etat et autres collectivités publiques		59 266	59 266	
Confédération, fédérations, associations et apparentés				
Autres dettes		9 958	9 958	
Produits constatés d'avance		23 079	23 079	
Dettes et Assimilées		783 851	783 851	

5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2025 représente 60 ETP.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 20 K€.

5.3 Autres informations complémentaires

Faits significatifs de l'exercice :

- Reprise de provision concernant un litige prud'hommal pour 76 k€. Le solde de provision maintenue au bilan est de 93.9 k€ (voir 4.10 note de la présente annexe).
- Les investissements incorporels, corporels et financiers réalisés sur l'exercice sont de 370 k€ dont 188.8 k€ en cours de réalisation à la clôture de l'exercice contrôlé (voir note 4.1 de la présente annexe).

Provisions pour engagements de retraite :

L'OGEC a modifié sa méthode de calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite en adoptant un modèle actuariel fondé sur des hypothèses actualisées : taux de GVT 1,5 %, taux d'actualisation 3,5 %, espérance de vie 0,88 et probabilité de présence à 60 ans 0,94. Cette nouvelle méthode permet une estimation plus fiable de l'engagement et améliore la qualité de l'information financière.

Au 1er septembre 2024, le changement de méthode et la différence de valorisation de provision IDR est de 75 K€ :

- La part correspondant aux personnes sorties de l'effectif est de 36 K€
- La part correspondant au changement de méthode représente 39 K€

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	14 500	5 000
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	1 781 388	1 780 505
dont forfait Etat	773 937	772 726
dont forfait Région	478 107	473 958
dont forfait Département	529 344	533 821
dont forfait Communes et groupements de communes	-	-
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	1 795 888	1 785 505
Subventions État	-	-
Subventions Région	8 487	8 547
Subventions Département	-	-
Subventions Communes et groupements de communes	-	2 774
Autres subventions d'exploitation	-	-
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)	-	-
dont autres subventions (à détailler)	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	8 487	11 321
TOTAUX	1 804 375	1 796 826

En France, les associations bénéficient de contributions directes (subventions, adhésions, produits d'exploitation...) et de ressources indirectes obtenues grâce aux membres. On parle alors de contributions volontaires en nature (CVN).

Utilité

Il s'agit d'un axe de communication important pour les associations, dont le fonctionnement est en grande partie permis par les bénévoles.

Réglementation

La réglementation comptable applicable aux associations précise clairement ce traitement: "les contributions volontaires sont, par nature, effectuées à titre gratuit. Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'entité"

Valorisation

Les textes n'imposent pas de mode de calcul pour la valorisation des CVN.

Chaque entité a ainsi la responsabilité de valoriser les moyens humains ou matériels mis à disposition.

Impact sur les comptes annuels

Les CVN n'ont pas d'impact réel sur le résultat comptable. Il s'agit d'une option de présentation et de communication vis à vis des tiers.

On identifie trois niveaux d'information, selon le degré d'importance:

- Information qualitative dans l'annexe des comptes annuels
- Information quantitative dans l'annexe des comptes annuels
- Comptabilisation comptable (comptes de la classe "8")

Équivalent loyer

L'association comptabilise les contributions en nature pour l'équivalent loyer.

En application de la nomenclature de l'Enseignement Catholique sous contrat avec l'Etat, un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2025 pour un montant de 531 574 € dans le compte 861100 par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire 871100.

Méthode de valorisation retenue pour l'équivalent loyer

Il correspond au coût économique de mise à disposition des locaux.

La valeur à neuf de l'ensemble immobilier est estimée à 22 565 880 € (surface de 12 310 m² valorisée au prix à la construction au m² de 1 959 €). Sur cette valeur à neuf est appliqué un taux de 2 %. Le taux de 2 % correspond à un amortissement sur 50 années. (l'indice ICC retenu : 1^{er} Trim. 2025 = 2 146 contre 1^{er} Trim. 2024 = 2 227).

Pour les autres cas, l'association n'a pas été en mesure de valoriser et recenser les CVN. Elles concernent essentiellement l'intervention des bénévoles au service de l'association.

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	14 500	5 000
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	1 781 388	1 780 505
<i>dont forfait Etat</i>	773 937	772 726
<i>dont forfait Région</i>	478 107	473 958
<i>dont forfait Département</i>	529 344	533 821
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	-	-
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	1 795 888	1 785 505
Subventions État	-	-
Subventions Région	8 487	8 547
Subventions Département	-	-
Subventions Communes et groupements de communes	-	2 774
Autres subventions d'exploitation	-	-
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	-	-
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	8 487	11 321
TOTAUX	1 804 375	1 796 826